

**DU DISCOURS CÉRÉMONIAL À LA CONSTRUCTION
D'UN ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE : LA SIGNATURE DU TRAITÉ
D'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE**

Valentina PRICOPIE
Université Valahia de Târgoviște

Résumé: *L'un des événements majeurs proposés par la presse roumaine pendant la période de l'intégration européenne est débattu lors de la signature à Luxembourg du Traité d'Adhésion à l'Union Européenne, le 25 avril 2005. Du discours politique cérémonial de la part des représentants européens, bulgares et roumains, à la reprise médiatique de ce sujet, on y retrouve toute une mise en scène de l'événementiel. Politique et médiatique à la fois, l'événement de l'adhésion à l'UE se place dans une perspective spécifique qu'on se propose de déchiffrer par un dépouillement rigoureux des corpus de presse roumaine de l'époque et par une approche argumentative du discours politique cérémonial lancé à cette occasion.*

Mots-clés: *intégration européenne, événement, argumentaire politique, médias roumains*

Le 25 avril 2005, une délégation politique roumaine se rend à Luxembourg pour signer le Traité d'adhésion à l'Union Européenne ; cette délégation¹ est composée du Président Traian Băsescu, du premier ministre Călin Popescu Tăriceanu, du ministre roumain des Affaires Etrangères, Mihai Răzvan Ungureanu, et du négociateur en chef de la part de la Roumanie, Leonard Orban. Après la signature du Traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie par les 25 représentants des pays membres de l'Union Européenne, le Président roumain soutient un discours cérémonial, dont l'analyse nous permettra de situer la position des journalistes par rapport à cet événement durable qui est l'intégration européenne.

Les discours politiques

Le représentant de la Présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne, Jean-Claude Juncker affirme, dans ce contexte : « L'histoire sans vérité est comme une journée sans lumière. La vérité est que la Bulgarie et la Roumanie, comme les autres pays de l'Europe centrale et de l'Europe orientale, n'ont pas connu comme nous la liberté de disposer d'elles-mêmes, n'ont pas pu - comme nous pouvions le faire - articuler leur souveraineté, leurs convictions et leurs rêves. Ce funeste décret de l'histoire de l'après-guerre, qui scindait l'Europe en deux et qui voulait séparer à tout jamais les deux parties de l'Europe, fut d'une implacable logique d'application dans ces deux grandes nations que sont la Bulgarie et la Roumanie. Aujourd'hui, nous mettons fin à ce funeste décret. Aujourd'hui, nous célébrons les retrouvailles entre l'histoire et la géographie européenne. » (Discours de Jean-Claude Juncker à l'occasion de la signature du traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, le 25 avril 2005 à Luxembourg). Son discours n'a aucun paragraphe spécifique à la Bulgarie ou à

¹ Les quatre participants officiels roumains que nous évoquons au début de cette étude sont ceux présents sur le site de la Présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne. L'analyse du corpus de presse roumaine, qui assure la couverture médiatique de l'événement, soulève le problème d'une participation trop nombreuse de la part de la Roumanie, qui a eu, en fait, une Délégation composée de 57 membres.

la Roumanie, tout en traitant les deux pays, les deux peuples, comme ayant eu la même histoire. Juncker tient à rendre ses hommages aux Bulgares et aux Roumains, à la fois, « surtout et avant tout aux plus modestes d'entre eux, d'avoir pris sur eux le poids de toutes ces transformations dont le long cortège a dû leur sembler interminable », car « leur courage et leur volonté de faire n'ont cessé de nous impressionner, ils nous impressionneront encore dans la mise en œuvre des réformes, notamment judiciaires, qui restent à faire. » (*Idem*). Ce qui reste très important à mentionner par rapport à ce discours de contexte c'est que, pour la première fois, la différence entre le continent Européen et l'Union Européenne est évidente : « Aujourd'hui, nous célébrons les retrouvailles entre l'histoire et la géographie européenne. » (*Idem*).

Dans ce cadre festif, le discours du Président roumain se concentre sur la signification de la signature du Traité d'adhésion pour les Roumains, sans référence à la candidature bulgare à l'Union Européenne, tandis que le premier ministre bulgare, Simeon Saxe-Coburg, relance l'idée de l'importance de cette cérémonie pour l'avenir européen du couple Bulgarie – Roumanie : « Nous comptons également sur les Etats membres de l'Union pour qu'ils ratifient ce Traité de sorte que la Bulgarie et la Roumanie puissent adhérer à l'Union, comme prévu, le 1 janvier 2007. » (Discours de Simeon Saxe-Coburg à l'occasion de la signature du traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, le 25 avril 2005 à Luxembourg).

Le discours cérémonial de Traian Basescu présente, d'une manière très concise, l'évolution des relations de la Roumanie avec l'Union Européenne pour arriver à se focaliser ensuite sur l'ampleur du changement social et politique d'après la chute du régime communiste, en décembre 1989 : « L'événement d'aujourd'hui, que j'ose comparer avec une cérémonie de fiançailles... » (Discours de Traian Basescu à l'occasion de la signature du traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, le 25 avril 2005 à Luxembourg) se place au cœur du discours au moments des remerciements qu'il adresse à la Commission européenne, aux Etats membres de l'Union Européenne et au Parlement européen. L'importance de l'événement est marquée par une référence à l'appui accordé par l'Union Européenne à la Roumanie, par une « assistance constante, orientation et avis reçus de la part de l'Union européenne, au long de la voie qui nous a conduit vers cette journée cruciale. » (*Idem*).

Tout à tour, l'événement est considéré comme « une opportunité historique », « l'accomplissement d'un rêve vieux de plus d'un demi-siècle », « l'un des plus importants moments de la longue histoire européenne de la Roumanie », « cette journée cruciale », « une cérémonie de fiançailles », afin d'arriver à la détermination et à la prise de conscience de la part des Roumains par rapport aux changements qui restent à faire avant « le mariage », c'est-à-dire, avant la date prévue pour l'intégration, le 1^{er} janvier 2007.

L'Union Européenne est donc représentée dans ce discours comme « une famille » ou comme « la famille européenne élargie » du XXI^{ème} siècle, définie par « un destin européen commun » ; l'axe majeur qui traverse le discours de Traian Basescu vise le rapport entre les valeurs et les principes de l'Union Européenne et la Roumanie actuelle. L'Union Européenne est inébranlablement liée au destin du continent européen et « Le processus d'élargissement de l'Union européenne vers l'Europe Centrale et Orientale a représenté une opportunité historique afin de supprimer les lignes artificielles de séparation, consolider et épanouir la prospérité et la paix sur notre continent, mieux nous préparer pour l'avenir. Cette opportunité n'a pas été ratée et, après le mémorable 1er mai 2004, nous voici aujourd'hui, à notre tour, (en train d') exprimer notre volonté commune d'être unis "pour le meilleur et pour le pire" au sein de la famille européenne élargie à 27. » (*Idem*). En faisant référence à la vague

d'élargissement de 2004, Basescu réaffirme la position européenne de la Roumanie en invoquant la même métaphore du mariage qui domine son discours.

Les principes fondateurs de l'Union Européenne y sont invoqués pour circonscrire l'avenir européen de la Roumanie, de telle sorte que, premièrement, le Président parle de la préparation du pays pour son avenir, ensuite de la signature du Traité pour l'avenir du pays et, après, du fondement de cet avenir « commun ». Le rôle de l'invocation des valeurs de l'Union Européenne est, de nouveau, la contextualisation de la place de la Roumanie au sein de cette « famille » : « Nous avons signé aujourd'hui pour notre avenir dans l'Union fondée sur la performance économique, le développement durable, la cohésion sociale et économique. Une Union fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie et de l'Etat de droit. Une Union dédiée à l'exercice de la tolérance, de la justice et de la solidarité. Une Union déterminée à développer le respect de la dignité humaine, de la liberté et des droits de l'homme. » (*Idem*). La perspective roumaine par rapport à ces valeurs est exprimée très ouvertement, dans le style connu du Président roumain : « Notre but n'est pas uniquement celui d'être un nouveau membre de l'Union européenne. Nous sommes préparés à jouer un rôle important pour fonder notre avenir commun, à le jouer selon les normes adoptées et avec enthousiasme. Nous allons assumer notre part de responsabilité et de solidarité. Nous pouvons contribuer à la croissance économique, à la sécurité et à la cohésion dans l'Union. Nous prenons très au sérieux notre rôle en tant que futur "garde – frontière" sur une grande partie de la frontière orientale de l'Union et nous partageons pleinement l'intérêt vital de renforcer l'Union comme un espace de liberté, de sécurité et de justice. » (*Idem*). Le principe argumentatif de la pente savonneuse permet le passage du discours à l'action. Une fois établie la place de la Roumanie dans le cadre de l'Union Européenne, les verbes deviennent des verbes d'action collective (partageons, jouons, fonder, contribuer, renforcer) ; le but déclaré de la Roumanie est celui de « jouer *un* rôle important » qui deviendra toute de suite après « *notre* rôle », et cela dans les conditions où l'Union a « *un* rôle grandissant sur la scène mondiale », vision partagée par le Président roumain. Car il appréhende l'Union Européenne comme « une Union qui attire et qui inspire, une Union qui soit respectée et écoutée ». Afin de prouver sa détermination, Basescu introduit une dernière phrase concernant les termes de la relation entre la Roumanie et l'Union Européenne, par rapport à l'enjeu des rôles : « Nous sommes déterminés à accomplir ce qui nous revient, selon nos capacités, et de contribuer à une Union vouée à jouer un rôle conformément à son potentiel et à ses aspirations (de l'Union Européenne). ». C'est ainsi que l'enjeu du rôle de la Roumanie au sein de l'Union Européenne élargie à 27 peut être lu comme une mission à accomplir dans la perspective de l'intégration.

Un paragraphe développé est dédié aux transformations subies par la société roumaine les 15 dernières années, après la chute du communisme, en invoquant aussi le rôle joué par la détermination des Roumains qui ont pris conscience des enjeux de l'adhésion. La présence du Roumain anonyme dans ce discours peut sembler curieuse, mais l'orientation argumentative est claire : la finalité est de persuader les représentants européens des efforts engagés par le pouvoir, afin que les Roumains comprennent l'opportunité et les coûts de l'intégration européenne de leur pays : « L'ample support populaire à l'objectif politique fondamental de l'adhésion à l'Union européenne, témoigne avec clarté de notre engagement et détermination d'être partie intégrante de la famille européenne. En même temps, une priorité de notre agenda demeure l'exigence d'expliquer à nos citoyens quels sont les opportunités et les défis découlant de cette nouvelle relation. » (*Idem*).

Concernant la mise en discours des transformations subies par la société roumaine après la chute de Ceausescu, qui font le contexte général de notre analyse, Traian Basescu invoque les difficultés « historiques » engendrées par la longue période communiste, à savoir, et nous devons lire parmi les lignes, l'adoption nationale d'une vraie vision européenne, l'adaptation des Roumains aux principes occidentaux, bref, la transition vers l'Europe : « Il n'a pas été facile d'éliminer le lourd héritage historique et nous préparer pour l'adhésion à l'Union européenne. La Roumanie a, pour autant, rempli des transformations essentielles dans une période de temps relativement brève. Ces transformations étaient bien impensables avant la chute du Rideau de Fer. » (*Idem*). Pour expliquer ces transformations, un autre passage est introduit par une autre métaphore, comme effet de discours, la métaphore de la « Révolution », différente de la Révolution sanglante de 1989, mais gardant toujours cette opposition comme structurante pour le paragraphe : « Le processus de changement démarré en décembre 1989 a restructuré les fondements de la vie politique, économique et sociale en Roumanie. Ceci pourrait être correctement comparé à une révolution pacifique – une révolution qui est encore en train de se dérouler, plus visiblement dans certains secteurs que dans d'autres – avec les efforts réunis de tous les Roumains et au profit de tous. » (*Idem*). La comparaison entre décembre 1989 et la « Révolution pacifique » en cours en ce moment est inévitable ; cette nouvelle Révolution touche les secteurs les plus visés de l'adhésion à l'Union Européenne : le secteur politique, le secteur social et le secteur économique. Il y a tout un registre discursif pour définir les transformations : changement, Révolution, découler (dans ce passage) ou ouverture, décision, nouveau, accomplissement, consolider, enlever, développer, préparer, fonder, adapter, accomplir, engagements, agenda, cruciale, remplir (tout au long du discours)¹. Dans cette perspective, le discours peut être considéré comme un plan d'action stratégique qui prépare l'intégration européenne, car « Nous n'avons pas l'intention de rater le rendez-vous de 2007. » (*Idem*).

Pour conclure, nous devons spécifier le fait que le discours du Président n'oublie pas de rassurer l'Union Européenne sur la détermination roumaine de poursuivre ses efforts dans le but annoncé, celui de ne pas rater l'intégration le 1^{er} janvier 2007 ; dans cet esprit, la métaphore du « mariage » prévu est reprise, afin de rendre compte de la considération accordée à la période qui reste avant 2007 : « Je suis persuadé que cet esprit de famille restera le même dans les mois à venir, une période que nous ne percevons pas comme moins importante pour que le "mariage" ait lieu comme prévu. En ce qui me concerne, je peux vous assurer que nous ferons de notre mieux afin de remplir nos engagements. » (*Idem*). Nous retrouvons dans ce passage un élément important du discours du Président : sa position à lui est la position des Roumains, tout comme ce fait transparaît du discours électoral de Basescu, en novembre –décembre 2004 : les deux phrases sont construites à partir du jeu entre la première personne du singulier et la première personne du pluriel. L'identification du Président à la nation roumaine vise à fonctionner comme un effet de crédibilité auprès de l'Union Européenne.

Nous considérons que ce discours, ainsi que les différences remarquées dans le discours de lancement dans la campagne électorale de Traian Basescu, en 2004, marquent un tournant important dans la prise de conscience au niveau politique de l'enjeu de l'intégration européenne, ce qui déclenche, d'une part, une restructuration du discours politique en vue de l'intégration européenne et, d'autre part, une

¹ Ce registre discursif met aussi en valeur l'importance des verbes d'action.

reconfiguration du discours des médias concernant l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne. C'est la raison pour laquelle nous incluons ces études de cas au sujet des transformations du discours politique roumain, afin de rendre compte de l'importance significative du changement politique dans la restructuration du discours de la presse roumaine.

La finalité d'une attente : la médiatisation du Traité

La médiatisation de la signature du Traité d'adhésion à l'Union Européenne consiste dans une approche événementielle, dont la stratégie se focalise sur l'attente. Le discours de la presse nationale a un caractère prospectif, en évaluant les implications de l'événement, avant que ce dernier n'ait lieu. La perspective de l'attente se construit en deux strates : avant le moment de la signature (car les journalistes s'attendent encore à un changement d'avis de la part de l'Union Européenne) et ensuite, avant le 1^{er} janvier 2007, date prévue pour l'intégration.

Le passage d'un niveau à l'autre se fait brusquement, souvent dans le cadre du même paragraphe : même si la signature du Traité est présentée au début comme une réalité « irréversible », qui changera le statut de la Roumanie en Europe, elle est marquée quant même par l'attente. L'acte concret de signature du Traité d'adhésion fonctionne comme une première confirmation de l'attente des journalistes qui se prolongera d'abord jusqu'au 1^{er} janvier 2007 (le moment prévu de l'intégration effective) dans le cas des textes d'information, ou encore plus tard (la temporalité étant définie en fonction de l'adaptation des Roumains aux exigences et aux coûts de l'intégration européenne, doublée par un changement de mentalité, etc.) dans le cas des commentaires.

C'est ainsi que l'attente produit une temporalité sociale reconstruite qui se fixe dans un présent progressif de la réalité roumaine, une temporalité datée dans le cadre du discours d'information et une temporalité non datée dans le cas des commentaires. Nous pouvons ainsi identifier deux strates de la structure temporelle construite par le discours de la presse roumaine en vue de l'intégration européenne : l'attente de l'immédiat et l'attente de la prospective. Et, par extension, ces deux types d'attente marquent en permanence la temporalité de l'événement continu, « l'intégration européenne de la Roumanie ». Le premier indice de l'attente est le fait que la temporalité de l'intégration européenne n'est plus comptée en ans, mais en mois, car il reste « 20 mois » jusqu'au 1^{er} janvier 2007, ou en jours (« 617 jours jusqu'au 1^{er} janvier 2007 », A la Une de *Adevarul* du 25 avril 2005) et en heures et en minutes, comme, par exemple, dans *Jurnalul national* du 26 avril : « 18h55 – une heure historique pour la Roumanie européenne ».

Le deuxième point d'intérêt de ce travail de médiatisation de la signature du Traité d'adhésion consiste dans l'identification des échos médiatiques du discours politique européen et roumain : les fonctions du discours rapporté du Président Basescu, comme acteur majeur de l'événement médiatique. A ce sujet, nous devons faire une remarque importante, concernant l'agenda politique et médiatique roumain de la période de la signature du Traité d'adhésion à Luxembourg, car l'actualité roumaine est marquée par l'ultimatum d'une formation terroriste irakienne pour les trois journalistes roumains captifs ; l'ultimatum¹ expire le 26 avril, le lendemain de la signature du Traité, et le Président roumain avait assumé deux missions en même temps : aller

¹ L'ultimatum prévoyait l'exécution des otages, au cas où les troupes roumaines n'étaient pas retirées du territoire irakien jusqu'au 26 avril, à 17h.

personnellement à Luxembourg pour la signature du Traité d'adhésion et s'occuper personnellement des négociations dans le cas des journalistes otages en Irak. Sous ce point de vue, les Unes des éditions nationales le 25 et le 26 avril sont partagées entre les deux événements, avec une prédominance du sujet des journalistes captifs en Irak.

Pourtant, la signature du Traité d'adhésion est désignée tout à tour comme un « événement historique » ou comme une « journée historique » pour la Roumanie et pour l'Europe, ou tout simplement comme un « événement ». Son importance est marquée par l'espace accordé à la médiatisation. De notre série de journaux, *Adevarul* est celui qui présente le plus grand nombre de textes à la Une, dédiés à la signature du Traité d'adhésion, le 25 avril 2005. L'événement de la journée est construit en fonction des informations officielles concernant les participants et le programme des officiels Roumains, et du contenu du Traité d'adhésion. Les traits du discours médiatique de l'attente sont évidents le 25 avril, en comparaison avec le discours enthousiaste¹ du 26 avril. La riche médiatisation de cet événement nous a déterminé à limiter cette étude à un corpus couvrant le 25 et le 26 avril 2006 ; la deuxième raison de notre choix est celle de focaliser notre analyse sur les fonctions discursives de l'attente et de la prospective.

La mise en scène de l'événement

La médiatisation de la signature du Traité d'adhésion fait l'objet d'une couverture médiatique partagée entre les deux sujets de l'actualité immédiate : les journalistes otages en Irak et la cérémonie de Luxembourg. *Romania libera* est le seul journal de notre série qui a un membre de sa rédaction en Irak, ce qui renforce la perspective « émotionnelle » adoptée pour désigner la signature du Traité. La majorité des journaux cadre « l'événement » à l'intérieur des rubriques « Intégration »², « Europe »³, « Événement »⁴ et « Politique »⁵ (intérieure ou extérieure, dans le cas de *Azi*). Cet élément de péritexte nous permet de bien identifier les désignations de l'événement, perçu comme « historique » par une majorité des journalistes roumains ; ces désignations rendent compte des implications de l'attente, car on part du « chemin de la Roumanie vers l'Union Européenne » ou du « parcours du Traité », considéré comme « un pas important » pour la Roumanie, voire pour la Bulgarie.

La construction des strates de cette temporalité de l'attente au niveau du discours de la presse trouve une justification dans la finalité du chemin : l'appartenance effective à l'Europe. La dramatisation de l'attente est induite par le rappel des

¹ A l'exception de *Ziua* qui adopte une perspective pessimiste sur l'adhésion de la Roumanie.

² *Adevarul* dédie la Une et la rubrique « Intégration » de son édition du 25 avril à la signature du Traité, afin de transférer le débat dans le cadre de la rubrique « Actualité » le 26 avril.

³ C'est le cas de *Cotidianul* qui a créé cette rubrique spéciale ; le 25 avril, la thématique est débattue dans le cadre de la rubrique « Europe » et « Politique », pour être déplacée ensuite, le 26 avril, dans la page d' « Actualité ».

⁴ *Evenimentul zilei* encadre la cérémonie dans la rubrique « Événement » le 25 avril, pour le transférer ensuite, le 26 avril, dans le cadre de la rubrique « Intégration » ; *Jurnalul national* appelle sa rubrique d'événement – « Spécial » le 25 avril, qui se transforme en « Intégration » le 26 avril 2005 ; le choix de la rubrique « Événement » pour cadrer la signature du Traité d'adhésion reste stable sur les deux jours pour *Romania libera* et *Ziua*.

⁵ *Azi* place l'événement dans le cadre de la rubrique de « Politique intérieure » le 25 avril, pour le déplacer vers la rubrique de « Politique extérieure », le 26 avril ; *Cronica romana* dédie sa rubrique de « Politique » à la signature du Traité, le 25 et le 26 avril ; c'est aussi le cas de *Curierul national* – la rubrique « Le Courrier politique ».

engagements et des contraintes de l'intégration, des échos politiques et médiatiques européens, des obstacles intérieures et extérieures de l'adhésion, pour arriver aux implications de cette transformation au niveau de la société civile anonyme, souvent perçue comme un ensemble (dans *Evenimentul zilei*, par exemple), ou personnalisée, comme dans le cas du commentaire de *Adevarul* (« chacun des 22 millions de Roumains »). Dans ce contexte, le statut marginal de la Roumanie, du point de vue de la géographie européenne et du degré de civilisation, se transforme lui aussi, mais non complètement, car elle deviendra, c'est vrai, « le gardien » de la frontière de l'Est de l'Union Européenne, mais elle reste « l'enfant – problème » de l'Europe.

Le complexe national par rapport à la « civilisation européenne » est encore visible dans ce corpus de presse, l'Europe étant perçue comme un univers des élites, « un club sélect » (*Ziua*) ou ce « monde auquel elle (la Roumanie) avait appartenu » (*Adevarul*), avant la séparation imposée par la Décision de Yalta de 1945 ; dans ce contexte, « le retour de la Roumanie à l'Europe » double ainsi sa dimension affective.

Enfin, la représentation métaphorique de ce retour, conformément à l'allocution du Président Bănescu, marque la réintégration du pays dans la « famille européenne »¹, dont les deux principes de base sont l'unité des valeurs et la solidarité.

La signature du Traité d'adhésion acquiert une dimension « contractuelle » pour trois des journaux de notre panel : *Cotidianul*, *Curierul național* et *Evenimentul zilei* ; leur perspective est différente de la celle des autres journaux, par le fait d'expliquer qu'un contrat engage les deux parties, dans les conditions où l'attente se focalisait, pour les autres quotidiens, uniquement sur le retard et les engagements de la Roumanie, sans inclure les risques assumés par l'Europe.

Sous ce point de vue, la couverture médiatique de la signature à Luxembourg du Traité d'adhésion pour la Roumanie et la Bulgarie confirme notre perspective de l'événement continu, qui est construit chaque jour par la presse nationale roumaine. La prospective semble prendre la forme de l'attente eschatologique, et l'Europe acquiert une dimension messianique, en marquant la finalité de l'attente : « La direction vers laquelle nous nous dirigeons est la bonne. Et, en plus, c'est la seule possible. L'Europe est notre grande et unique chance. » (*Ziua*). Et la temporalité médiatique de cette attente perpétuelle vise une finalité « européenne » pour le « chemin » à parcourir, comme étant la seule alternative pour une transformation dans la « bonne direction » de la Roumanie. La métaphore du « chemin » ou du « parcours » roumain vers l'Europe est mise sous le signe de la civilisation. L'Europe, ce « club sélect » et « civilisé », incarne la seule alternative possible pour l'avenir des Roumains. La spécificité de cet avenir anticipé par les journalistes marque en plus une transformation intérieure majeure, qui se traduit par une véritable rupture avec l'époque communiste ; outre l'importance internationale de la signature du Traité d'adhésion qui confirme le statut démocrate de la Roumanie en Europe, ce moment est perçu en Roumanie comme la véritable fin du communisme.

¹ Le syntagme est beaucoup véhiculé par le discours de *Adevarul*, *Evenimentul zilei*, *Jurnalul national*, *Romania libera* et *Ziua*.

BIBLIOGRAPHIE

- Arquembourg-Moreau, Jocelyne, *Le temps des événements médiatiques*, De Boeck Université, Bruxelles, 2003.
- AWAD, Gloria, *Du sensationnel. Place de l'événement dans le journalisme de masse*, L'Harmattan, Paris, 1995.
- Foucault, Michel, *L'ordre du discours*, Gallimard, Paris, 1971.
- Jamet, Claude et Jannet, Anne-Marie, *Les stratégies de l'information*, L'Harmattan, Paris, 1999a.
- Jamet, Claude et Jannet, Anne-Marie, *La mise en scène de l'information*, Editions L'Harmattan, Paris, 1999b.
- Mouillaud, Maurice et Tétu, Jean-François, *Le journal quotidien*, Editions Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 1989.
- Perelman, Chaïm et Olbrechts-Tyteca, Lucie, *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1988 (1958).
- VITALIS, André, PALMER, Michael et TÉTU, Jean-François (sous la direction de), *Médias, temporalités et démocratie*, Editions Apogée, Paris, 2000.
- Allocution de Jean-Claude Juncker soutenue le 25 avril 2005, lors de la signature du Traité d'adhésion pour la Bulgarie et la Roumanie,
http://www.gouvernement.lu/salle_presse/discours/premier_ministre/2005/04/25juncker_bulg_ro_u/index.html, dernière consultation en ligne le 3 mai 2006.
- Allocution de Simeon Saxe-Coburg soutenue le 25 avril 2005, lors de la signature du Traité d'adhésion pour la Bulgarie et la Roumanie,
<http://www.eu2005.lu/fr/actualites/discours/2005/04/25simeon/index.html>, dernière consultation en ligne le 3 mai 2006.
- Allocution de Traian Băsescu soutenue le 25 avril 2005, lors de la signature du Traité d'adhésion pour la Bulgarie et la Roumanie,
<http://www.eu2005.lu/fr/actualites/discours/2005/04/25basescu/index.html>, dernière consultation en ligne le 3 mai 2006.
- Archives des quotidiens *Adevărul*, *Azi*, *Cotidianul*, *Cronica română*, *Curierul național*, *Evenimentul zilei*, *Jurnalul National*, *România Liberă*, *Ziua* (25-26 avril 2006).